

ANNEXE : Partie publiée sur Géorisques



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne

Savigny-le-Temple, le 28/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERES de SOUPPES

Hameau le Coqueluchon
77458006
77460 SOUPPES SUR LOING

Références : E 22 991

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2022 dans l'établissement CARRIERES de SOUPPES implanté Hameau le Coqueluchon 77458006 77460 SOUPPES SUR LOING. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques. (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES de SOUPPES
- Hameau le Coqueluchon 77458006 77460 SOUPPES SUR LOING
- Code AIOT dans GUN : 0006506603
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière exploitée à Souppes-sur Loing par la société Carrières de Souppes est une carrière de pierres calcaires ornementales qui existe depuis les années 1970. L'arrêté préfectoral n°04 DAI 2 M 019 du 10 mai 2004 en permet l'exploitation pour 30 ans.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020/DRIEE/UD77/068 du 2 novembre 2020 permet à la société Carrières de Souppes d'utiliser des apports extérieurs inertes pour la remise en état de la première partie de la carrière. A la date de l'inspection, ces apports n'ont pas encore débuté.

A proximité de la carrière, la société Carrières de Souppes exploite une usine de sciage de pierres dont la puissance électrique était en dessous du seuil de déclaration de la rubrique 2524 "Taillage, sciage et polissage de minéraux naturels ou artificiels". L'achat d'une nouvelle machine et la mise en route de celle-ci va rendre applicable l'arrêté ministériel du 30/06/97 à cet atelier. L'exploitant va faire les démarches nécessaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Le plan de Gestion des déchets inertes de l'industrie extractive.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article III-16	/	Lettre de suite préfectorale
Plan de situation	Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article III-18	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installation de gestion de déchets inertes industries extractives	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1+annexe 1	/	Sans objet
Installation de gestion de déchets de catégorie A	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Plan de Gestion des Déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Création d'un piézomètre de surveillance	Arrêté Préfectoral du 02/11/2020, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La clôture doit être rétablie en partie Nord-Ouest pour prévenir les intrusions dans la carrière.
Le plan de situation doit être complété par les informations demandées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Installation de gestion de déchets inertes industries extractives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1+annexe 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Pas de zone de stockage de déchets de l'industrie extractive relevant de la rubrique 2720. A l'intérieur de la carrière, les zones de stockage de déchets inertes de l'industrie extractives sont constituées de merlons de terres végétales et de stériles de découverte et de déchets de l'usine de sciage de pierres. Certains sont présents sur site depuis plus de trois ans. L'inspection observe que le plan de gestion des déchets (PGD) ne les identifie pas, bien qu'ils figurent sur le plan de situation annuel. L'exploitant va compléter le PGD.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installation de gestion de déchets de catégorie A

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : L'inspection n'a pas constaté de risque de perte d'intégrité des merlons de terres végétales et de stériles de découvertes présents depuis plus de 3 ans sur ce site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés. L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Les zones de stockage figurent sur le plan de situation annuelle. Les caractéristiques des matériaux constituant les zones de stockages de plus de 3 ans sont connues mais ne sont pas différenciées des zones de stockage de moins de 3 ans. Les quantités ne sont pas suivies, cette indication ne figure pas sur le plan de situation. L'exploitant doit identifier les zones de stockage de déchets de l'industrie extractive de plus de 3 ans, et suivre les quantités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PGD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Le PGD est complet et cohérent avec les constats sur le terrain. Les matériaux sont utilisés pour la remise en état du site. Toutefois des informations concernant la caractérisation des matériaux inertes d'apport extérieur ne devrait pas figurer en annexe du PGD. L'exploitant va rectifier cette annexe du PGD.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article III-16
Thème(s) : Risques chroniques, : Interdiction d'accès
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation... Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre clôturé. Lorsque la carrière « des quatre arpents » sera en exploitation, des barrières seront implantées de part et d'autre du franchissement du chemin rural dit de Morintaux par la piste de carrière. Elles devront être refermées à chaque passage.
Constats : L'inspection a constaté l'absence de clôture en limite Nord-Ouest de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : plan de situation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article III-18
Thème(s) : Autre, Plan
Prescription contrôlée : Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente.....). Il sera notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site ainsi que le volume des vides à combler.
Constats : Le plan de situation ne comporte pas ces éléments.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : :Création d'un piézomètre de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Création d'un piézomètre de surveillance
Prescription contrôlée : À partir de ce piézomètre, l'exploitant fait procéder à une analyse initiale des eaux de la nappe sur les paramètres suivants pH, MEST, DCO, hydrocarbures totaux, conductivité, sulfates, chlorures, métaux lourds, chlore, bore, nitrates. Puis, jusqu'au récolement de l'ensemble des deux carrières l'exploitant fait procéder à : - un relevé annuel du niveau de la nappe, une analyse annuelle sur les paramètres suivants pH, MEST, DCO, hydrocarbures totaux, sulfates, chlorures, métaux lourds, chlore, bore, nitrates Les résultats de cette surveillance sont communiqués à l'inspection des installations classées immédiatement en cas d'anomalie, et au plus tard le 1 ^{er} février de chaque année.
Constats : Le piézomètre est en place. Les apports de matériaux extérieurs n'ont pas encore débuté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

